



Les projets secrets pour le Yémen

Point de la situation avant l'insurrection

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2015

31 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

[L'article original en anglais](#) a été écrit le 5 janvier 2010.

Le 25 décembre 2009 les autorités états-uniennes arrêtaient un Nigérian, Abdulmutallab, à bord du vol de la Northwest Airlines reliant Amsterdam à Detroit ; il était accusé d'avoir tenté de faire exploser l'avion avec une bombe qu'il avait dissimulée à l'embarquement. Les jours suivants, de nombreuses dépêches se succédaient sur CNN, dans le New York Times et dans d'autres medias selon lesquelles il était « soupçonné » d'avoir suivi un entraînement au Yémen pour cette mission terroriste. C'est ainsi que le monde a vu émerger une nouvelle cible de la Guerre contre le terrorisme états-unienne, un État isolé et démuné de la péninsule arabique : le Yémen. En observant de plus près le contexte d'apparition de cette supposée menace, l'agenda secret du Pentagone et des services secrets états-uniens pour le Yémen apparaît plus clairement.

Depuis quelques mois, le monde assiste à l'intensification soutenue des opérations militaires états-uniennes au Yémen, un pays désespérément pauvre, voisin de l'Arabie Saoudite par sa frontière septentrionale, de la mer Rouge à l'ouest, et du golfe d'Aden au sud qui donne accès à la mer d'Arabie, bordant un autre pays désolé ayant également fait la une des médias récemment : la Somalie. Les preuves collectées portent à croire que le Pentagone et les services secrets états-uniens positionnent des unités militarisées autour de l'un des goulots d'étranglement stratégiques du trafic mondial de pétrole, Bab el-Mandab. Profitant des actes de piraterie en Somalie et des annonces faites à propos de la réémergence de la menace d'Al-Qaïda depuis le Yémen, les États-Unis visent à militariser l'une des voies d'acheminement de pétrole les plus vitales. Plus encore, les réserves de pétrole non-exploitées au Yémen et en Arabie Saoudite seraient les plus importantes au monde.

Le Nigérian âgé de 30 ans, accusé de la tentative d'attentat ratée, Abdulmutallab, aurait avoué que cette mission lui avait été confiée par Al-Qaïda pour la péninsule arabique (AQAP), basée au Yémen. Cette déclaration opportune permet de tourner l'attention de l'opinion publique sur le Yémen en le faisant apparaître comme le nouveau centre névralgique de ce que l'on désigne comme l'organisation terroriste Al-Qaïda.

C'est précisément ce que soutient sur son blog Bruce Riedel (un ancien agent de la CIA durant trente ans, qui a conseillé le président Obama pour élaborer la politique du *surge* en Afghanistan) en évoquant les liens supposés entre le terroriste présumé et le Yémen : « *La tentative de destruction du vol 253 de la Northwest Airlines entre Amsterdam et Détroit le jour de Noël démontre l'ambition grandissante de la branche d'Al-Qaïda au Yémen, qui, partie d'un programme d'action auparavant centré sur le Yémen, joue depuis un an un rôle*

dans le jihad islamique mondial. Le gouvernement affaibli du président yéménite Ali Abdallah Saleh, qui n'est jamais parvenu à contrôler entièrement le pays et qui fait à présent face à d'innombrables problèmes, aura besoin d'un fort soutien des États-Unis pour contrer l'AQAP. » [1]

Éléments introductifs à la géopolitique du Yémen

Avant de poursuivre notre propos au sujet de cet incident, il faut regarder de plus près la situation actuelle du Yémen. Plusieurs éléments s'avèrent déconcertants dès lors qu'ils sont mis en parallèle avec les annonces répétées de Washington quant à la résurgence de la menace d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

Dès le début de l'année 2009, les pièces se sont mises en mouvement sur l'échiquier yéménite. Tariq al-Fadhli, un ancien chef de guerre jihadiste, originaire du Sud-Yémen, brisait l'alliance qu'il avait passée quinze ans auparavant avec le gouvernement yéménite du président Ali Abdallah Saleh. Tariq al-Fadhli annonçait alors qu'il rejoignait la large coalition d'opposition réunie dans le Mouvement du Sud. À la fin des années 1980, Tariq al-Fadhli participait au mouvement des Moudjahidine en Afghanistan. Sa rupture avec le gouvernement de Saleh fut annoncée dans les médias yéménites et arabes en avril 2009. La prise de distance de Tariq al-Fadhli avec la dictature yéménite donna un nouveau souffle au Mouvement du Sud. Al-Fadhli est d'ailleurs devenu l'une des figures majeures de la coalition.

Le Yémen est un agrégat artificiel, créé après la dislocation de l'URSS en 1990, alors le principal soutien de la République démocratique populaire du Yémen (Sud-Yémen). L'unification de la République arabe du Yémen (Nord-Yémen) et du Sud-Yémen généra un optimisme rapidement étouffé par la courte guerre civile de 1994. Les factions de l'armée du Sud-Yémen avaient alors organisé une révolte dénonçant la corruption et le caractère oligarchique du pouvoir du président Ali Abdallah Saleh. Celui-ci dirige seul le pays depuis 1978, d'abord au titre de président de la République arabe du Yémen, puis en tant que président du Yémen unifié depuis 1990. La rébellion menée par l'armée du Sud-Yémen échoua après l'alliance du président Saleh avec Tariq al-Fadhli, avec d'autres leaders salafistes yéménites, partisans d'une interprétation conservatrice de l'Islam, et avec des jihadistes. Cette manœuvre fut exécutée pour peser face à l'héritage marxiste du Parti socialiste du Sud-Yémen.

Avant 1990, Washington et le Royaume d'Arabie Saoudite soutenaient et apportaient leur aide à Saleh dans sa politique d'islamisation ; ils faisaient alors le pari de contenir les ambitions communistes du Sud-Yémen [2]. Depuis lors, Saleh s'est appuyé sur les puissantes mouvances salafistes jihadistes pour affermir son pouvoir despotique. La rupture d'al-Fadhli avec le pouvoir et son ralliement au groupe d'opposition du sud aux côtés de ses anciens ennemis socialistes portèrent un sérieux revers au président Saleh.

Le 28 avril 2009, immédiatement après l'annonce du ralliement d'al-Fadhli à la coalition du Mouvement du Sud, les mouvements de protestation se sont intensifiés dans les provinces de Lahij, Ad Dali et Hadramaout. Des dizaines de milliers de personnes, exerçant dans le civil ou dans l'armée, s'estimant abandonnées, manifestèrent pour réclamer de meilleurs salaires et davantage de protection sociale. Ces manifestations ne cessent de se multiplier depuis 2006. Pour la première fois, al-Fadhli fit une apparition publique lors des manifestations d'avril 2009. Sa présence a transformé le mouvement socialiste du Sud-Yémen, alors moribond, en une puissante vague nationaliste. Elle a également poussé le

président Saleh à l'action, et celui-ci, inquiet des conséquences possibles du mouvement dans toute la péninsule arabique, demanda l'aide de l'Arabie Saoudite et des autres États du Conseil de coopération du Golfe.

Dans le nord du Yémen, Saleh fait face à une rébellion chiite d'obédience zaydite menée par al-Houthi, ce qui complique encore un peu plus la situation de ce pays manqué, comme le qualifient certains. Le 11 septembre 2009, lors d'une interview pour *Al-Jazeera*, Saleh accusait le leader de l'opposition chiite d'Irak, Moqtada al-Sadr, ainsi que l'Iran, d'apporter leur soutien aux rebelles du Nord-Yémen appartenant à la mouvance chiite ralliée à al-Houthi. Le président Saleh déclarait : « *Nous ne pouvons pas accuser l'administration officielle iranienne, mais des Iraniens nous ont confié qu'ils étaient préparés à établir une médiation. Ceci signifie que l'Iran a des contacts avec [les partisans d'al-Houthi], étant donné que les Iraniens veulent intervenir entre le gouvernement yéménite et ces rebelles. De même, Moqtada al-Sadr, depuis Najaf en Irak, demande à être choisi comme médiateur. Cela montre qu'ils sont tous en contact les uns avec les autres.* » [3]

Les autorités yéménites ont annoncé la découverte de caches d'armes obtenues via l'Iran. De leur côté, les partisans d'al-Houthi affirment avoir mis la main sur des équipements de l'armée du Yémen portant la marque d'une fabrication en Arabie Saoudite ; ils donnent ainsi un fondement à l'accusation qu'ils prononcent contre le gouvernement de Sanaa (la capitale du Yémen et le siège de l'ambassade des États-Unis) d'être aux ordres de l'Arabie Saoudite. L'Iran a démenti la découverte d'armes iraniennes dans le Nord-Yémen, qualifiant d'infondées les accusations qui font de l'Iran un soutien aux rebelles. [4]

Que dire d'Al-Qaïda ?

Le portrait qui se dégage à présent du président Saleh est celui d'un dictateur aux abois, soutenu par les États-Unis, en perte fulgurante de pouvoir, après deux décennies de despotisme dans le Yémen unifié. L'économie du pays a connu une phase de ralentissement spectaculaire en 2008, lorsque le prix du pétrole s'est effondré. Près de 70% des richesses du Yémen proviennent de l'exploitation du pétrole. Le gouvernement central de Saleh est installé à Sanaa, dans le nord du pays, tandis que le pétrole se trouve dans le sud du Yémen. Pourtant, c'est bien Saleh qui contrôle les flux de capitaux issus du pétrole. Pour Saleh, l'amointrissement des bénéfices provenant du pétrole a rendu inévitable la redite de l'option à laquelle il a l'habitude de céder : celle de corrompre les groupes d'opposition.

C'est dans ce contexte intérieur chaotique, qu'est intervenue, en janvier 2009, l'annonce, abondamment reprise sur des sites Internet soigneusement sélectionnés, selon laquelle Al-Qaïda, la supposée organisation terroriste créée par le Saoudien, autrefois entraîné par la CIA, Oussama ben Laden, aurait développé une branche importante au Yémen dédiée aux opérations en Arabie Saoudite et au Yémen.

Le 20 janvier 2009, Nasir al-Wahayshi, le chef d'Al-Qaïda au Yémen, annonçait, via les forums jihadistes en ligne, la formation d'un groupe unique à ses ordres pour la péninsule arabique. Selon al-Wahayshi, ce nouveau groupe, Al-Qaïda pour la péninsule arabique, serait composé des membres d'Al-Qaïda au Yémen, rejoints par ceux du réseau démantelé d'Al-Qaïda en Arabie Saoudite. Il est intéressant de constater que la presse a alors affirmé que le Saoudien Abu-Sayyaf al-Shihri, un ancien détenu de Guantanamo (n° 372) officierait en tant qu'adjoint d'al-Wahayshi.

Quelques jours plus tard, une vidéo était mise en ligne par al-Wahayshi, sous le titre

alarmant : « *Nous partons d'ici, et nous nous retrouverons à Al-Aqsa* ». Al-Aqsa fait référence à la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, que les Juifs nomment le Mont du Temple, le site où s'élevait le temple de Salomon, et que les Musulmans appellent Al-Haram Al-Sharif. Dans cette vidéo, des menaces sont d'abord formulées contre les dirigeants musulmans – dont le président du Yémen Saleh, la famille royale saoudienne et le président égyptien Moubarak. La vidéo affirme ensuite la volonté de l'organisation terroriste d'exporter le jihad du Yémen vers Israël afin de « libérer » les sites sacrés de l'Islam et la bande de Gaza, des opérations qui pourraient déclencher un troisième conflit mondial si certains sont assez fous pour aller jusque-là.

Outre les propos de l'ex-détenu de Guantanamo al-Shihri, la vidéo cite ceux d'Abu Hareth Muhammad al-Awfi, présenté comme un chef militaire, et qui aurait été le détenu n°333 à Guantanamo. Étant entendu que la torture échoue à récolter des confessions fiables, certains analystes ont envisagé que l'objectif réel des interrogatoires menés par la CIA et le Pentagone à Guantanamo depuis 2001 était d'utiliser des techniques brutales afin d'entraîner ou de recruter des cellules terroristes dormantes, activées sur ordre des services secrets états-uniens, une accusation aussi difficile à prouver qu'à réfuter. On ne peut que s'interroger sur la présence de ces deux anciens « hauts diplômés » de Guantanamo au sein de la nouvelle cellule d'AQAP.

En apparence, al-Fadhi et le Mouvement du Sud dont le soutien populaire s'est étendu, considèrent Al-Qaïda au Yémen comme infréquentable. Dans une interview, al-Fadhi déclarait : « *J'entretiens des relations très proches avec tous les mouvements jihadistes du nord, du sud et d'ailleurs, mais pas avec Al-Qaïda.* » [5] Cela n'a pas empêché le président Saleh d'affirmer que le Mouvement du Sud et Al-Qaïda ne faisait qu'un, une position commode pour s'assurer le soutien de Washington.

Selon des rapports des services secrets états-uniens, le sud du Yémen abriterait tout au plus 200 membres d'Al-Qaïda. [6]

En mai 2009, al-Fadhi s'est démarqué d'Al-Qaïda et affirmait dans la presse : « *Il y a quinze ans, nous [le Sud-Yémen] avons été envahis et nous subissons une occupation immorale. Nous sommes donc attelés à servir notre cause et nous ne servons aucune autre cause sur la planète. Nous voulons notre indépendance et mettre un terme à cette occupation.* » [7]. Le jour même, profitant de l'aubaine, Al Qaïda promouvait son action et affichait son soutien à la cause du Sud-Yémen.

Le 14 mai 2009, dans une bande sonore diffusée sur Internet, al-Wahayshi, le leader d'AQAP, exprimait sa sympathie envers le peuple des provinces méridionales dans sa tentative de défense contre « *l'oppression* » qu'il subit et déclarait : « *Ce qui se passe dans les gouvernorats de Lahij, d'Ad Dali, d'Abyan, de Hadramaout et dans les autres provinces du sud est inacceptable. Nous devons soutenir et aider [les sud-yéménites].* » Il promettait également des représailles : « *L'oppression que vous subissez ne saurait se passer de punition... le meurtre de Musulmans dans la rue constitue un crime grave et injustifié.* » [8]

La prétendue émergence d'Al-Qaïda au Sud-Yémen, une base modeste dont on ne cesse pourtant pas de parler, sur les terres du Mouvement du Sud dans lequel certains observateurs voient un paravent au programme radical d'Al-Qaïda, est opportunément interprétée par le Pentagone comme un *casus belli* et sert de prétexte à l'intensification des opérations militaires de cette région stratégique.

En effet, après avoir déclaré que le conflit interne au Yémen était l'affaire du seul Yémen, le président Obama a ordonné des frappes aériennes sur le pays. Le Pentagone a déclaré que les attaques des 17 et 24 décembre avaient tué trois membres importants d'Al-Qaïda ; rien n'a cependant pu le prouver. À présent, le conte de Noël du terroriste de Détroit revivifie le programme de la Guerre contre le terrorisme au Yémen. Obama propose désormais un soutien militaire au gouvernement du président Saleh.

Les pirates somaliens de plus en plus actifs

En même temps que les titres de *CNN* égrainaient les nouvelles menaces terroristes venues du Yémen, sortaient comme d'un chapeau les annonces de l'intensification des attaques, devenues monnaie courante, de pirates somaliens sur la marine commerciale empruntant le golfe d'Aden et la mer d'Arabie depuis le sud du Yémen [9] ; une intensification faisant suite à une réduction des contrôles de patrouilles internationales.

Le 29 décembre 2009, la chaîne de télévision russe *RAI Novosti* rapportait que des pirates somaliens avaient capturé un cargo grec dans le golfe d'Aden au large de la Somalie. Plus tôt au cours de la même journée, un chimiquier britannique et les vingt-six membres de son équipage étaient également interceptés par des pirates dans le golfe d'Aden. Prouvant sa maîtrise de l'utilisation des médias occidentaux, le chef des pirates, Mohamed Shakir, annonçait par téléphone au journal britannique le *Times* : « *Nous avons intercepté un navire battant pavillon britannique dans le golfe d'Aden tard hier soir.* » Un compte-rendu des services secrets états-uniens (cité par *Stratfor*) rapporte que le *Times*, propriété de Rupert Murdoch, soutien financier des néo-conservateurs, est parfois utilisé par les services secrets israéliens pour faire germer des histoires accommodantes.

Ces deux derniers événements portèrent le nombre des attaques et des détournements de navires à un niveau record. Pour l'année 2009, au 22 décembre, les attaques par des pirates somaliens dans le golfe d'Aden et au large de la côte orientale de la Somalie s'élevaient à 174, et concernaient 35 navires détournés et 587 personnes prises en otage ; cela représente la quasi-totalité des attaques de piraterie réussies dans le monde, selon le Centre de surveillance de la piraterie du Bureau maritime international. Une question se pose à présent : Auprès de qui les "pirates" somaliens obtiennent-ils les armes et la logistique leur permettant d'éviter les patrouilles internationales dépêchées par de nombreux États ?

Ainsi, le 3 janvier 2009, le président Saleh a reçu un appel téléphonique du président de la Somalie Sharif Sheik Ahmed ; ce dernier l'informait des derniers développements de la situation en Somalie. Sharif Ahmed, dont le propre pouvoir à Mogadiscio est si faible qu'il est parfois surnommé le président de l'aéroport de Mogadiscio, déclara à Saleh qu'il partagerait avec lui toutes les informations à sa disposition concernant les activités terroristes initiées en Somalie qui menaceraient la stabilité et la sécurité du Yémen et de la région.

Le goulot d'étranglement pétrolier et autres affaires pétrolières

L'importance stratégique de la région située entre le Yémen et la Somalie revêt ici une signification géopolitique particulière. C'est en effet là que se trouve le site de Bab el-Mandab, que le gouvernement états-unien classe parmi les sept principaux goulots d'étranglement stratégiques dans le domaine du transport pétrolier. L'Agence de l'information sur l'énergie (EIA) états-unienne précise que « *la fermeture de Bab el-Mandab pourrait empêcher les tankers du Golfe Persique d'atteindre le Canal de Suez et le complexe d'oléoducs de Sumed, les dérivant par le sud de l'Afrique. Le détroit de Bab el-Mandab est*

un goulot d'étranglement entre la corne africaine et le Moyen-Orient, ainsi qu'un pont stratégique entre la Mer Méditerranée et l'Océan Indien. » [10]

Au carrefour du Yémen, de Djibouti et de l'Érythrée, Bab el-Mandab relie la Golfe d'Aden à la Mer d'Arabie. Le pétrole et les autres marchandises en provenance du Golfe Persique doivent franchir Bab el-Mandab avant d'entrer dans le Canal de Suez. En 2006, le Département de l'énergie à Washington rapportait qu'un volume d'environ 3,3 millions de barils de pétrole transitait chaque jour par cette étroite voie navigable vers l'Europe, les États-Unis et l'Asie. L'essentiel du pétrole, soit environ 2,1 millions de barils par jour, prend la direction du nord par Bab el-Mandab vers le complexe de Suez/Sumed qui débouche sur la Méditerranée.

Un prétexte pour une militarisation par les États-Unis et l'OTAN des eaux entourant Bab el-Mandab serait l'occasion pour Washington de prendre un nouvel avantage dans sa poursuite du contrôle des sept goulets d'étranglement pétrolier les plus essentiels dans le monde, ce qui représente une part importante de toute future stratégie états-unienne destinée à priver de leur approvisionnement en pétrole la Chine, l'Union européenne ou toute autre région ou pays s'opposant à la politique US. Sachant que des volumes importants de pétrole saoudien transitent par Bab el-Mandab, le contrôle militaire de ce point par les États-Unis servirait à dissuader l'Arabie Saoudite de contracter de futures ventes de pétrole avec la Chine, ou d'autres, dans une monnaie autre que le dollar, comme l'expliquait récemment Robert Fisk, le journaliste du quotidien britannique *The Independent*.

Les États-Unis seraient en outre en position de menacer le transport pétrolier chinois depuis Port-Soudan sur la Mer Rouge, juste au nord de Bab el-Mandab, un cordon d'approvisionnement vital pour les besoins énergétiques nationaux de la Chine.

Au-delà de sa situation géopolitique en tant que nœud central du transit pétrolier mondial, le Yémen est en outre doté de réserves de pétroles importantes. Les bassins de Masila et de Shabwa recèlent d'après les compagnies pétrolières internationales de potentielles « découvertes de premier choix » [11]. Le Français Total et plusieurs autres compagnies pétrolières internationales de moindre taille sont engagés dans le développement de la production pétrolière yéménite. Il est possible que les préoccupations récentes de Washington concernant le Yémen aillent bien au-delà d'une simple organisation Al-Qaïda de bric et de brac, dont l'existence même en tant qu'organisation terroriste globale a été mise en doute par de nombreux experts avisés de l'Islam.

F. William Engdahl

Article original en anglais : [The Yemen Hidden Agenda: Behind the Al-Qaeda Scenarios, A Strategic Oil Transit Chokepoint](#), le 5 janvier 2010.

Traduction : Nathalie Krieg pour le [Réseau Voltaire](#)

Notes

[1] « [The Menace of Yemen](#) », par Bruce Riedel, *The Daily Beast*, 31 décembre 2009.

[2] « Yemen : Intensifying Problems for the Government », *Stratfor*, 7 mai 2009.

[3] Cité dans « Yemen President Accuses Iraq's Sadrists of Backing the Houthi Insurgency », *Terrorism Monitor*, Jamestown Foundation, Volume : 7 Numéro : 28, 17 septembre 2009.

[4] *NewsYemen*, 8 septembre 2009 ; *Yemen Observer*, 10 septembre 2009.

[5] *Albaidanew.com*, le 14 mai 2009, cité par la Jamestown Foundation, op.cit.

[6] « [Despite U.S. Aid, Yemen Faces Growing al-Qaeda Threat](#) », par Abigail Hauslohner, *Time*, 22 décembre 2009.

[7] Tariq al Fadhli, dans *Al-Sharq al-Awsat*, 14 mai 2009, cité par la Jamestown Foundation, op. cit.

[8] Interview d'al-Wahayshi, *al Jazeera*, 14 mai 2009.

[9] « [Pirates, corsaires et flibustiers du XXIe siècle](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 25 juin 2010.

[10] Département de l'énergie, Energy Information Administration (gouvernement états-unien), [consulté ici](#)

[11] Adelphi Energy, « Yemen Exploration Blocks 7 & 74 » [Consulté ici](#).

F. William Engdahl : Journaliste et collaborateur pour le Centre de recherche sur la mondialisation, il a publié de nombreux ouvrages consacrés aux questions énergétiques et géopolitiques. Derniers livres parus en français : [Pétrole, une guerre d'un siècle : L'ordre mondial anglo-américain](#) (Jean-Cyrille Godefroy éd., 2007) et [OGM : semences de destruction : L'arme de la faim](#) (Jean-Cyrille Godefroy éd., 2008).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : **[F. William Engdahl](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca